

• (4.00 p.m.)

J'écoutais l'honorable député de Sainte-Marie (M. Valade) proposer certains modes de correction à ces problèmes, accusant, en passant, le gouvernement de manquer d'imagination. On pourrait se demander, à ce moment-là, en étudiant les propositions faites, qui est-ce qui, vraiment, manque le plus d'imagination, parce qu'on disait: bien, il nous faudrait, comme solution, faciliter des emplois aux étudiants; on posait la question au gouvernement: quel est le programme que celui-ci met de l'avant, que fait-on pour préparer leur avenir?

On mentionnait que des provinces étaient plus affectées les unes que les autres, on invitait le gouvernement à diminuer l'immigration—c'est pas toujours ce que nous avons entendu dire du côté de l'opposition—à sélectionner cette immigration et à l'adapter à nos besoins actuels.

On indiquait que les compagnies engageaient des étudiants américains au lieu d'étudiants canadiens et qu'on ne tenait pas compte des handicapés aux Centres de la main-d'œuvre.

Reprenons et ces critiques et ces propositions, une à une.

La première proposition: quel programme le gouvernement entend-il mettre de l'avant pour les emplois des étudiants? Je suggère à l'honorable député de Sainte-Marie qu'il aurait eu intérêt à se trouver ici, vendredi dernier, lors du débat sur cette question, et de lire le discours de l'honorable ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. MacEachen), répondant aux mêmes objections.

Il faut nous rappeler que—le ministre le signalait vendredi dernier, d'ailleurs—le programme de l'an passé a connu tout de même un succès considérable, si l'on songe que 93 p. 100 des postulants qui voulaient travailler ont trouvé des emplois, et que ceux-ci ont gagné 300 millions durant la période des vacances. Cette année, nous sommes d'accord pour reconnaître que les conditions sont beaucoup plus difficiles mais, à des conditions plus difficiles, nous avons aussi un programme plus élaboré et un programme qui permettra, je l'espère, de sensibiliser toute la population à la nécessité de trouver à nos jeunes des emplois d'été.

Rappelons-nous que 75 p. 100 des emplois se trouvent dans le secteur privé, les corporations et les entreprises. Alors que seul, l'an passé, le gouvernement faisait ce grand programme d'emplois d'été, cette année, aidé qu'il est par la Chambre de commerce canadienne et son président, M. Scrivener, qui ont lancé l'Opération Placement avec beaucoup de dynamisme, sensibilisant tous les employeurs dans le domaine commercial et industriel, nous espérons, malgré un accrois-

sement de 10 p. 100 des étudiants sur le marché du travail, faire un tout aussi grand succès.

Mais il est important, justement, de faire comprendre que le gouvernement fédéral a sa responsabilité et y fait face, mais qu'il ne peut, lui, qu'engager à peine 5 p. 100 des étudiants sur le marché du travail. Les provinces peuvent, elles aussi, et doivent faire leur effort, et ainsi elles peuvent engager un nombre d'environ 14 p. 100 et les municipalités, 7 p. 100, et, j'y reviens, le secteur privé, dans l'ordre des trois quarts.

Si on fait comprendre que c'est la responsabilité de tout le monde d'appuyer ce vaste programme, afin de permettre à nos jeunes, ce qui est une condition parfois *sine qua non*, pour continuer leurs études, d'avoir un gain durant la période des vacances, de reprendre aussi, par le fait même, confiance dans l'avenir de leur pays, nous souscrivons à une cause beaucoup plus valable qu'uniquement tenter de dévaluer, dans l'opinion des jeunes, le gouvernement canadien, qui dirige actuellement.

Alors, je crois que ce programme connaîtra le succès espéré, que l'honorable député de Sainte-Marie est vraiment dépassé par cette suggestion et qu'on pouvait lui renvoyer la balle et dire qu'il manque d'imagination dans cette proposition.

Deuxièmement, que fait-on pour préparer leur avenir? Il va sans dire que l'honorable député se réfère à un domaine de juridiction provinciale, l'éducation, et que, cependant, sur le marché du travail, nous voulons faire tous les efforts et n'avons pas manqué d'imagination, puisque le programme de la main-d'œuvre est un des programmes, à travers le monde, les plus progressifs, les plus futuristes, et nous reconnaissons qu'il y a encore à faire et nous entendons bien aussi mettre tous les efforts nécessaires pour y réussir.

Une somme de 250 millions est mise à la disposition des travailleurs, dans ce champ d'action pour le recyclage, l'ouverture de possibilités de travail. Le programme témoigne non seulement de belles péroraisons dans ce domaine, mais d'un désir sincère d'agir et de réaliser des choses.

On signale qu'il y a des provinces et des régions plus affectées que les autres et je ne peux que souscrire à cet avancé de l'honorable député. Parce qu'il est vraiment un problème particulier au Canada, et c'est celui des régions défavorisées, problème qui soulève bien de la frustration et qui inquiète bien des jeunes. Et à cela, tous les ministères, et particulièrement celui de l'Expansion économique régionale, se doivent de concourir pour y apporter des solutions.

Quant à la suggestion à l'effet d'avoir une immigration diminuée, sélectionnée et adaptée à nos besoins actuels, eh bien, c'est en plein le